

Rapport annuel 2007-2008

ENTRE MYTHES ET RÉALITÉ

Une journée complète de formation sur la Chine, ses travailleurs et son rôle dans le monde



Personnes-ressources

Loïc Tassé, chargé de cours à l'université de des questions chinoises
Cai Chongqiao, militant syndicaliste chinois, du livre : *Chine, l'envers de la puissance*
Jean-François Lesage, agent régional pour à Droits et Démocratie

Journée de formation

Maquiladoras, croissance et compétitivité : la place du Mexique dans la globalisation



Depuis 2004, le Mexique connaît une forte croissance économique. Afin d'en savoir plus, le CISO vous invite à une journée de formation sur le Mexique et ses enjeux. Offerte avant tout aux militants syndicaux qui iront effectuer un stage au Mexique en février 2008, cette journée est ouverte gratuitement aux membres du CISO.



Dîner-causerie

Date : 18 octobre, de 12h à 13h30
Lieu : 565 Crémazie Est, 2^e étage, Salle Louis-Laberge A, édifice FTQ.
Un buffet sera servi. Contribution volontaire.



Quand le militantisme tue : droits humains et action syndicale en Colombie

En 2006, 78 syndicalistes ont été assassinés et de nombreux autres ont subi des menaces et d'enlèvements en Colombie. En fait, ce sont tous les militants et sociaux qui sont en danger dans ce pays où les droits humains sont réprimés.

Dans le cadre d'une tournée de sensibilisation sur cette question, le CISO 18 octobre prochain, **Alirio Uribe Muñoz**, avocat et professeur en droit à l'Université INCCA de Bogota.

Me Uribe Muñoz travaille à la défense et à la promotion des droits humains et a été victime de menaces et d'enlèvements depuis plus de 17 ans. Il enquête actuellement sur les responsables de violations graves des droits de la personne et de crimes contre l'humanité dans le cadre du Cour Pénale Internationale.

Cofondateur du Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo (CAJAR), il organise sur pied-à-terre les victimes du conflit armé ainsi que les membres de leur famille dans leurs recours juridiques. Le CAJAR s'est engagé depuis des poursuites d'une haute importance politique, dont les cas de meurtres de personnalités publiques, parlementaires et syndicalistes.



Centre International de Solidarité Ouvrière

Dîner-causerie

Date : 8 novembre, de 12h à 13h30
Lieu : 565 Crémazie Est, 2^e étage, Montréal (métro Crémazie) salle Marie-Pinsooneault, édifice FTQ.
Entrée libre. Un buffet sera servi.

Tout ce qui brille n'est pas or



Les questions de justice sociale dans le contexte de l'ALÉNA : maquiladoras et féminicides à Ciudad Juarez, Mexique

Dîner-causerie

Mouvements sociaux pour une autre Colombie

Dîner-causerie

avec Mme Dora Lilia Gómez

Secrétaire générale du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes en Colombie



Le conflit armé colombien perdure depuis déjà un demi-siècle, faisant des victimes de la population civile la plus vulnérable: autochtones, afro-colombiens, femmes et enfants. Les chiffres sont alarmants : plus de 15 000 déplacés et des milliers d'assassinats, dont plus de 2 500 syndicalistes assassinés. D'ailleurs, durant les dix dernières années, 64 % de syndicalistes assassinés dans le monde sont des Colombiens.

Parallèlement à l'imposition du modèle néolibéral en Amérique latine et au profit de la population civile la plus vulnérable: autochtones, afro-colombiens, femmes et enfants. Les différents acteurs armés en Colombie - majoritairement les paramilitaires - conviennent avec les militaires, et, dans une proportion moindre, les guérillas provoquent un déplacement forcé de la population civile colombienne sans précédent. Le déplacement interne, qui s'évalue aujourd'hui à près de 4 millions de personnes, constitue un des problèmes les plus graves de la Colombie et démontre le caractère structurel du conflit.

Alors que le gouvernement canadien est en négociation avec la Colombie pour la signature d'un accord de libre-échange, il importe de connaître les implications de ce traité pour la situation des droits humains en Colombie et les actions pour les prises au Canada en solidarité avec le peuple colombien.

Vendredi 18 avril 2008, de 12 h à 14 h
Salle Louis-Laberge A, 2^e étage de l'édifice FTQ
565, boul. Crémazie Est, Montréal

Entrée libre. Inscription obligatoire.
Un buffet sera servi.

Merci de confirmer votre présence auprès de Martine Joyal à joyalm@ciso.qc.ca



Haiti : enjeux politiques et économiques

Journée de formation

Plus pauvre des Amériques, Haïti fait actuellement face à de gigantesques défis : chômage endémique, écart grandissant entre riches et pauvres et dépendance économique envers la communauté internationale. De plus, l'État haïtien est chancelant et la démocratie tarde à s'implanter réellement, tandis que la violence imprègne le tissu social du pays.

Afin de mieux comprendre les enjeux politiques et économiques auxquels la société haïtienne est confrontée et explorer les pistes de solution avancées par la société civile, le CISO vous convie à une journée de formation sur la question.

M. Fred Douara,

Docteur en sciences économiques et auteur de nombreux ouvrages sur Haïti. Il a enseigné l'économie au Québec et en Côte-d'Ivoire.

M. Marc-Arthur Filis-Aimé,

Directeur général de l'Institut Culturel Karl Lévesque (ICKL) et partenaire du CISO en Haïti.

Judi 24 avril 2008, de 9 h à 16 h

Salle Louis-Laberge A et B, 2^e étage de l'édifice FTQ
565, boul. Crémazie Est, Montréal

Entrée libre. Inscription obligatoire.

Un buffet sera servi sur l'heure du midi.

Merci de confirmer votre présence auprès de Martine Joyal à joyalm@ciso.qc.ca



avec Marie-France Labrecque, professeure titulaire au Département d'anthropologie de l'Université Laval

est l'une des villes frontalières où l'on retrouve un nombre élevé de maquiladoras et où les femmes au marché du travail s'est effectuée de façon accélérée à partir des années 1990, on a découvert près de 400 cadavres de femmes qui avaient été assassinées et avaient été littéralement « jetées » dans les dépotoirs, les terrains vagues, ou encore le ruisseau. Dans cette ville particulièrement violente où se trouvent des cartels de la drogue les plus puissants au monde, on ne se surprend guère qu'il y ait un tel nombre d'assassinats.

et plus surprenant dans un état supposé de droit, c'est l'impunité dont semblent jouir. Même si quelques-unes seulement des femmes assassinées étaient des travailleuses maquiladoras, l'irresponsabilité sociale des corporations transnationales auxquelles ces usines d'assemblage semblent aussi être en cause.

corporations échappent aux obligations civiques les plus élémentaires et leur seule préoccupation est la détérioration du tissu social. Dans ces circonstances, et étant donné aussi la lutte du syndicalisme mexicain, la solidarité internationale reste de la plus grande importance et la promotion des droits des travailleurs et des travailleuses. Dans une ville de Juárez, c'est même parfois une question de vie ou de mort.

Judi le 3 avril 2008, de 12 h à 14 h

Salle Louis-Laberge A et B, 2^e étage de l'édifice FTQ
565, boul. Crémazie Est, Montréal

Entrée libre. Un buffet sera servi.

Merci de confirmer votre présence auprès de Martine Joyal à joyalm@ciso.qc.ca



Photo: Marie-France Labrecque

Photo: Beatriz Castilla



Centre International de Solidarité Ouvrière

Les comités du CISO

Comité de formation

Isabelle Coulombe, FTQ
Karine Crépeau, FIQ
Johanne Gagnon, SFPQ
Martine Joyal, CISO
Josée Lamoureux, CSN
André Marcoux, AREQ
Robert Marois, CSQ
Hugues Rondeau, CCMM-CSN

Comité Haïti

Denise Gagnon, FTQ
Martine Joyal, CISO
Richard Langlois, CSQ
Jacques Létourneau, CSN
Marie Marsolais, CISO
Francine Néméh, CISO
Patrick Rondeau, SEP 574

Comité Mexique

Denise Gagnon, FTQ
Joseph Gargiso, SCEP
Richard Langlois, CSQ
Jacques Létourneau, CSN
Francine Néméh, CISO
Marie-Noëlle Roy, CISO

Comité Asie

Paul Castonguay, CSQ
Denise Gagnon, FTQ
Joseph Gargiso, SCEP
Martine Joyal, CISO
Jacques Létourneau, CSN
Francine Néméh, CISO
Patrick Rondeau, SEP 574

Comité Afrique

Denise Gagnon, FTQ
Martine Joyal, CISO
Richard Langlois, CSQ
Jacques Létourneau, CSN
Francine Néméh, CISO

L'équipe du CISO

Francine Néméh, coordonnatrice
Martine Joyal, chargée de projets
Marie-Noëlle Roy, chargée de projet
Marie-Claire Mériau, administration
Denise Dufresne, communications

Le conseil d'administration 2007- 2008

Jean Lapointe, président	Groupe A
Metallos - FTQ	
Lise Martel, vice-présidente	Groupe A
FIQ	
Jacques Létourneau, vice-président	Groupe A
CSN	
Grandmont Lucie, secrétaire	Groupe A
SFPQ	
Danielle Lavallée, trésorière	Groupe A
CSQ	

Groupe A

Lucille Auger (jusqu'au 5 février 2008) FIQ
Karine Crépeau (depuis le 5 février 2008) FIQ
Joseph Gargiso SCEP-FTQ
Alain Pélissier CSQ
Michel Sawyer (jusqu'au 19 avril 2008) SFPQ
Lucie Martineau (depuis le 19 avril 2008) SFPQ
Pierre Patry CSN
Denise Gagnon (substitut) FTQ
Paul de Bellefeuille (depuis le 29 avril 2008) SFPQ

Groupe B

Paul Castonguay, Syndicat des conseillères et
conseillers CSQ
Fred Jones FAC
André Pelletier AREQ
Patrick Rondeau SEP 574
Hugues St-Pierre FEC
Ronald Cameron FNEEQ
René Charest CCMM (CSN)
Christian Martel STTP-Région de Québec

Groupe D

Marie Marsolais

Rédaction et révision : L'équipe du CISO
Conception et infographie : Denise Dufresne
Impression : Yves Rivard

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, juin 2008

MOT DU PRÉSIDENT

Une mission difficile mais stimulante

Les travailleurs et travailleuses du Québec expriment tous des inquiétudes face à la situation internationale et ses conséquences sur leur vie :

- La guerre en Irak va t-elle durer encore longtemps et risque t-elle de dégénérer en un conflit plus large ?
- L'implication de plus en plus importante du Canada en Afghanistan, malgré l'opposition très majoritaire des Québécois, est-elle une menace pour notre propre sécurité ?
- Le conflit Israélo-palestinien et ses conséquences sur tout le Moyen Orient risque t-il de déboucher sur un désastre plus large ?
- L'hémorragie de milliers de bons emplois dans le secteur industriel, le prix du pétrole et la détérioration des conditions économiques risquent-elles de s'amplifier suite aux problèmes de l'économie internationale et plus particulièrement aux difficultés économiques des États-Unis ?
- La détérioration de l'environnement semble s'accroître sans que rien ou si peu ne soit fait pour y faire face.
- La capacité des institutions démocratiques à apporter des solutions concrètes aux problèmes des travailleurs et travailleuses est de plus en plus minée par la mondialisation économique.



Les événements internationaux ont manifestement des conséquences majeures sur la vie quotidienne de l'ensemble des travailleurs et travailleuses d'ici. Tous les jours, nous en prenons conscience soit parce que les médias nous le rappellent, soit quand un employeur met la clef dans la porte ou menace de le faire, soit quand nous faisons notre épicerie ou le plein d'essence. Mais en même temps, nous nous sentons impuissants devant ces événements.

Pour dépasser ce sentiment d'impuissance devant des réalités qu'on nous présente comme trop complexes, il faut comprendre ce qui est en jeu et faire les liens entre les événements. C'est là que la nécessité d'une organisation comme le CISO devient évidente.

La mission fondamentale du CISO est d'informer les travailleuses et les travailleurs sur les enjeux internationaux, sur leur impact sur nous et sur les autres peuples de la planète. Nous avons besoin de clefs pour comprendre ce qui se passe, pour imaginer des pistes de solutions et pour bâtir des leviers qui nous permettront d'intervenir.

C'est dans cette optique que le CISO travaille à développer son programme. Dans l'année écoulée, plusieurs activités d'information et de formation ont été organisées : dîners-causeries, séminaires, colloque, rencontres avec des invités internationaux, production et diffusion de dossiers relatifs aux questions internationales. Nous croyons qu'une façon pour nous d'être solidaires des peuples du Sud c'est d'aider les hommes et les femmes de toutes les régions du Québec à comprendre la réalité internationale et à développer des pistes pour changer ce qui doit être changé.

C'est une mission difficile mais stimulante et pleine de promesses parce qu'elle répond aux inquiétudes des travailleurs et travailleuses. Suite à une large consultation pour redéfinir les lignes directrices de nos interventions, le conseil d'administration, en collaboration avec le personnel, a mis en place les outils pour répondre à cette mission. Comme le démontre notre rapport d'activités, le CISO est aujourd'hui en meilleure posture pour répondre aux questions de ses membres concernant la solidarité internationale.

Jean Lapointe

Merci Jean !

Jean Lapointe quitte la présidence du CISO après cinq ans d'engagement constant. Il n'a cessé d'y promouvoir la nécessité de l'existence du CISO, l'intérêt de sa nature intersyndicale, l'importance de le voir se développer et d'élargir sa portée au sein du mouvement syndical et populaire. Nous lui sommes aussi très reconnaissants pour sa présence auprès des membres de l'équipe et de ceux des différentes instances. Merci Jean!

Nous comptons sur toi et sur l'appui que tu vas continuer de donner au CISO, que ce soit à Québec, à Montréal ou ailleurs. Nous n'avons pas l'intention de te laisser au repos !

Francine Néméh
Coordonnatrice

ÉDUCATION ET FORMATION

Plusieurs événements d'éducation et de formation se sont tenus cette année au CISO. Ils ont suscité beaucoup d'intérêt auprès de nos membres et sympathisants, avec, en moyenne, vingt-cinq participantes et participants par rencontre.

Automne 2007



Dîner-causerie avec Me Aribé Muñoz, avocat et professeur de droit colombien, sur la situation des droits humains en Colombie. Il nous a entre autres parlé du travail de son organisation, le Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo (CAJAR), qui appuie les victimes du conflit armé ainsi que leurs familles dans leurs recours juridiques. (18 octobre)

Dîner-causerie avec Arnel V. Salvador, directeur exécutif du Workers Assistance Center (WAC) des Philippines, sur le travail de son organisation dans la zone franche de Cavite et la grève des employés de deux usines sous-traitantes de Wal-Mart. (19 octobre)



Dîner-causerie *Tout ce qui brille n'est pas or*, avec trois femmes du Pérou et du Mexique, sur les impacts sociaux et environnementaux dévastateurs des activités de certaines compagnies minières canadiennes sur leur communauté. Richard Séguin, d'Amnistie Internationale, nous a par la suite informés des actions de la société civile canadienne afin d'instaurer un cadre de responsabilité sociale de ces entreprises. En collaboration avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), et l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). (8 novembre)



Journée de formation *Entre mythes et réalité*, avec Loïc Tassé, chargé de cours et expert des questions chinoises, Cai Chongguo, auteur et militant chinois, et Jean-François Lesage, agent de projet pour l'Asie chez Droits et Démocratie. (4 décembre)

Dîner-causerie *Chine, l'envers de la puissance*, avec Cai Chongguo, militant syndical chinois exilé en France. Il a partagé avec nous sa vision des dérives de l'économie et des questions liées aux droits humains en Chine. En collaboration avec le GRIP-UQAM. (5 décembre)

Hiver 2007



Journée de formation *Maquiladoras, croissance et compétitivité : la place du Mexique dans la globalisation*, avec Pierre Beaucage, professeur au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal et spécialiste du Mexique, ainsi que Christian Lévesque, professeur aux HEC et codirecteur du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT). (24 janvier)

Dîner-causerie sur le Partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité (PSP), avec Dorval Brunelle, professeur de sociologie à l'UQAM, et Pierre-Yves Serinet, coordonnateur du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC). (19 février)

Printemps 2008



Dîner-causerie *Les questions de justice sociale dans le contexte de l'ALÉNA : maquiladoras et féminicides* à Ciudad Juarez, au Mexique, avec Marie-France Labrecque, professeure titulaire au Département d'anthropologie de l'Université Laval. (3 avril)

Dîner-causerie *Mouvements sociaux pour une autre Colombie*, avec Dora Lilia Gómez, Secrétaire générale du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes en Colombie. En collaboration avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), et le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC). (18 avril)



Journée de formation *Enjeux politiques et économiques en Haïti*, avec Fred Doura, docteur en sciences économiques, et Marc-Arthur Fils-Aimé, directeur de l'Institut Culturel Karl-Lévesque (ICKL) et partenaire du CISO en Haïti. (24 avril)

Formation sur le droit du travail en Chine, avec Hélène Piquet, professeure au département de sciences juridiques de l'UQAM. (22 mai)

Comité de formation

De nouvelles personnes se sont ajoutées au comité de formation cette année : Karine Crépeau, de la FIQ, et Josée Lamoureux, de la CSN. Le comité s'est réuni à six reprises cette année et travaille sur un outil pédagogique commun touchant le thème de la délocalisation des emplois.



Deux ateliers lors du Forum social québécois

Le CISO a pris part au Forum social québécois qui s'est tenu les 24 et 25 août 2007 à l'UQAM, en animant une formation sur la walmartisation de la société québécoise, à partir du DVD *Un État sous influence* et une conférence sur les politiques d'achat responsable. Une vingtaine de personnes ont participé à chaque atelier.

CQCAM



Durant l'année, la CQCAM a pu compter sur la participation de plus de 35 membres provenant autant des organisations syndicales, des organisations non gouvernementales (ONG) que des groupes étudiants. L'année fut essentiellement consacrée à la consolidation des alliances et au développement d'outils en appui à la campagne sur les politiques d'approvisionnement responsable (PAR).

Campagne nationale pour l'adoption de politiques d'approvisionnement responsable (PAR)

Groupes de travail pour l'adoption de PAR

L'adoption d'une PAR est un long processus qui demande persévérance et constance. Les démarches entreprises au cours de l'année 2006-2007 auprès de certaines organisations se sont donc poursuivies tout au long de l'année 2007-2008, notamment auprès de Bombardier, la Commission scolaire de Montréal (CSDM), la Ville de Montréal, la Ville de Québec et l'Université Laval.

Nos démarches portent fruit puisque la CSDM a décidé de modifier son formulaire d'appel d'offre pour le matériel d'éducation physique et de sport en l'adaptant à sa PAR adoptée en 2006.

Enfin, un nouveau groupe de travail a vu le jour afin de faire pression sur l'Université Laval qui a entamé des démarches en semblant se restreindre aux aspects environnementaux du développement durable dans le développement de sa politique.

Guides PAR



Comme prévu, le *Guide de mise en place d'une politique d'achat responsable (PAR)*, fruit d'une collaboration entre la Coalition étudiante Trans-Actions responsables (CÉTAR), le CISO et la CQCAM, a été publié et lancé le 11 décembre 2007. Un grand merci au comité de formation du CISO qui a permis la réalisation de ce précieux outil. Des traductions anglaise et espagnole du Guide viennent d'être produites grâce à l'appui financier des syndicats de Bombardier (Syndicat des employés de Bombardier de La Pocatière (CSN), TCA-62 (FTQ), Syndicat des Machinistes-SL712), de la Fédération de la Métallurgie (CSN), de la FTQ et de la CSN.

Fiche thématique PAR

Nous travaillons actuellement à la conception de la fiche thématique sur la mise en place d'une politique d'approvisionnement responsable (PAR) dans les établissements d'enseignement supérieur au Québec, en collaboration avec la Coalition Trans-Actions responsables (CÉTAR). Cette fiche devrait être lancée officiellement à l'automne 2008. Une autre fiche devrait également voir le jour cet automne, celle sur la mise en place d'une PAR dans les écoles primaires et secondaires. Merci à nos deux consultants, Ana Isabel Otero et Philippe Bélanger, qui ont fait le travail de recherche et de rédaction nécessaire.

Actes du colloque Faisons notre juste PAR et prochain colloque



Faisant suite au Colloque d'avril 2007, des actes ont été produits et lancés en même temps que le *Guide de mise en place d'une PAR*, le 11 décembre dernier. La deuxième édition du colloque PAR aura lieu à l'automne prochain, soit les 16 et 17 octobre 2008. L'organisation est en cours et l'événement sera de grande envergure.

Rapport de recherche



Au cours de l'été 2007, une recherche sur les politiques d'approvisionnement responsable (PAR) québécoises a été entamée. L'objectif : recenser les PAR existantes au Québec et en évaluer la portée en termes de responsabilité sociale et environnementale. Cette recherche s'est finalement avérée beaucoup plus complexe que prévu au départ. Le rapport final, intitulé *Les organisations québécoises ont-elles le souci de l'approvisionnement responsable ?* vient d'être rendu public. Merci à Lucie Mager, Ana Isabel Otero et Philippe Bélanger pour leur travail ainsi qu'au comité de recherche de la CQCAM. Nous comptons sur cette recherche, dont une deuxième phase est prévue pour l'année prochaine, pour amener les organisations du Québec à se responsabiliser davantage socialement.

Premier audit social au Québec

Au mois d'août 2007, un projet-pilote d'audit social pour une certification 100% équitable de chandails a eu lieu au Québec avec la participation de la CQCAM qui a fait affaire avec Taos Group, un organisme de vérification situé en Chine. Après le succès de ce projet-pilote, la CQCAM a décidé de confier la responsabilité des prochains audits sociaux à Transfair Canada.

Concertation en responsabilité sociale des entreprises (RSE) au Québec

En 2007-2008 une nouvelle table de concertation s'est formée au Québec, l'Espace de concertation sur les PAR (EC-PAR). Cet espace rassemblant plus d'une trentaine d'organisations québécoises du secteur privé, public et associatif, permettra d'échanger sur les pratiques et outils concernant les PAR de chacun des acteurs. La CQCAM a décidé d'en faire partie et veillera à influencer ces acteurs afin qu'ils traitent autant de responsabilité sociale que de responsabilité environnementale.

Formation, présentations et communications

La formation sur les ateliers de misère s'est développée au cours de l'année 2006-2007 et a été mise à jour au courant de l'année 2007-2008. Au cours de l'année, la CQCAM a donné une vingtaine de présentations et formations, autant chez ses membres que lors d'évènements extérieurs. Plusieurs de ces activités ont été couvertes par divers médias. On dénombre trois parutions dans la presse écrite, quinze dans la presse électronique et sept dans les journaux des membres.

Campagne politique



Au cours de l'année 2007-2008, la CQCAM a jeté les bases d'une campagne politique visant à accélérer l'adoption de PAR au Québec. Cette campagne cible la Loi sur le développement durable, adoptée en 2005, et sa Stratégie gouvernementale de développement durable, adoptée en 2007. La CQCAM a produit un mémoire (*Réaction à la stratégie gouvernementale de développement durable*) et participé aux consultations publiques sur la stratégie gouvernementale d'octobre 2007. L'accueil fut très encourageant, tant de la part des ministres et députés que de la part des médias. La CQCAM a, par la suite, développé un plan d'action clair (*Campagne politique pour une législation sur les politiques d'approvisionnement responsable (PAR)*) afin que le Gouvernement du Québec, en plus de considérer les aspects sociaux du développement durable ici et à l'échelle internationale, concrétise son engagement par une législation contraignante en vue de faire adopter des PAR au sein des ministères et organismes gouvernementaux. Merci au Comité politique de la CQCAM pour son excellent travail.

Sur le plan international, la CQCAM a appuyé dernièrement la campagne *PlayFair 2008*, qui vise à responsabiliser les multinationales qui produisent les vêtements et outils promotionnels pour les jeux olympiques 2008. Cette campagne est toujours en cours.

Membres du comité de coordination national de la CQCAM

Priscilla Bittar, Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN)
Véronique Brouillette, CSQ
Roselyne Clément, Coalition étudiante Trans-Actions responsables (CÉTAR)
Émily Jacquard, Oxfam-Québec
Denise Gagnon, FTQ
Marie-Dominik Langlois, Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)
Richard McLaughlin, Conseil régional FTQ et SCFP-FTQ
Cindy Médina-Labrecque/Jean-François L'Oranger, Aide internationale à l'enfance (AIPE)
Patrick Rondeau, SEP-B-Québec
Richard Séguin, Amnistie internationale-section canadienne francophone (AI)
Liz Suarez/Clara White, FEM-I

Membres de la Table de Québec de la CQCAM

Dominique Bernard, Équiterre
Émilia Castro/Luc Bellemare, Conseil central de Québec Chaudière-Appalaches (CCQCA-CSN)
Nadia Dolbec/Alexandre Jobin-Lawler, Plan Nagua
Alexandre Poupart, Carrefour Tiers-Monde (CTM)
Stephan Shield, Conseil régional FTQ de Québec – Chaudière-Appalaches (CRQCA-FTQ)
Aline Tremblay/Céline Pelletier, Comité régional de la capitale nationale d'Oxfam-Québec
André Villeneuve, Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)
Le Comité de coordination national de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) s'est réuni 7 fois et la Table de Québec 6 fois.

Haïti

Le projet Promotion des valeurs démocratiques et participation citoyenne dans douze communautés en Haïti s'est terminé à la fin du mois de novembre 2007. Du 10 au 17 octobre 2007, Francine Néméh, coordonnatrice du CISO, et Odette Gagnon de la FTQ se sont rendues en Haïti pour procéder à l'évaluation du projet avec l'équipe de l'Institut culturel Karl Lévesque (ICKL), notre partenaire. En dépit de toute l'instabilité politique qui a provoqué certains délais, presque tous les objectifs du projet ont été atteints.

Parallèlement et tout au long de l'année, des rencontres, échanges téléphoniques et correspondances nombreuses ont abouti à l'élaboration d'un projet qui a été soumis à l'Agence canadienne de développement international et au Ministère des relations internationales en mars 2008. Le projet s'inscrit dans la continuité du partenariat entre le CISO et l'ICKL. D'une durée de trois ans, il vise à renforcer le mouvement populaire haïtien dans ses mécanismes démocratiques et dans son travail politique pour l'obtention de politiques nationales plus justes. Il inclura une tournée de représentant-e-s d'organisations haïtiennes partenaires au Québec et un stage en Haïti.

Dans le cadre de la formation donnée par le CISO et des journées d'étude de la Concertation pour Haïti, nous avons invité le directeur de l'ICKL, Marc-Arthur Fils-Aimé. Il a donné une partie de la formation du 24 avril ainsi que la conférence d'ouverture des journées d'étude de Concertation pour Haïti.



Mexique

Organisation et formation de travailleuses et travailleurs dans les zones de maquiladoras dans le nord du Mexique

Le projet, intitulé Organisation et formation de travailleuses et travailleurs dans les zones de maquiladoras dans le nord du Mexique, a démarré en mai 2007, en partenariat avec le Front authentique des travailleurs (FAT). Il vise à susciter la formation d'organisations indépendantes de travailleuses et travailleurs dans trois zones où sont établies des maquiladoras. Le projet apporte un appui aux centres de formation de Ciudad Juarez, de Monterrey et de Gomez Palacio. Ces deux derniers centres bénéficient de l'expertise développée à Ciudad Juarez dont le centre avait déjà été appuyé par le CISO antérieurement. Le projet est soutenu financièrement par l'Agence canadienne de développement international et les organisations syndicales suivantes : la United Electrical, Radio & Machine Workers of America (UE) des États-Unis, les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), les Métallos et le Conseil central du Montréal métropolitain – CSN.

Une mission d'évaluation mi-parcours composée de la coordonnatrice du CISO et de la chargée de projet responsable s'est tenue du 10 au 16 février. La première année du projet démontre que plus les travailleurs et travailleuses sont informé-e-s de leurs droits, plus ils voient à les faire respecter. De nouvelles organisations collectives de travailleurs et travailleuses ont déjà vu le jour et d'autres devraient suivre. De plus, comme les initiatives en faveur des droits des femmes sont nombreuses dans le projet, on peut espérer une réduction du harcèlement des femmes dans les zones ciblées.

Sept syndicalistes québécois en stage

Au cours du mois de février 2008, un stage de sept syndicalistes québécois, issus d'autant d'organisations membres du CISO, s'est déroulé au Mexique, où des rencontres dans divers syndicats des secteurs public et privé affiliés au FAT

ont eu lieu du 16 au 25 février. Cet échange a permis aux syndicalistes québécois de constater les difficultés auxquelles sont confrontés les militantes et militants mexicains en ce qui concerne les droits humains, particulièrement les droits du travail, et la nécessité de développer des liens de solidarité pour les appuyer. Un rapport de stage relatant les diverses expériences vient d'être produit.

Les participants au stage étaient issus des organisations suivantes : Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), Métallos, Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Confédération des syndicats nationaux (CSN) et Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN).



Autres actions de solidarité

La situation des droits est toujours tendue au Mexique. Nous avons été interpellés par diverses situations et nous avons lancé quelques actions urgentes à l'intention des membres du CISO. Notons entre autres l'appui aux travailleuses et travailleurs de l'entreprise mexicaine Vaqueros Navarra qui avaient tenté de se doter d'un syndicat indépendant. Malheureusement, cette lutte qui a duré plusieurs semaines s'est soldée par la fermeture de l'entreprise. Les travailleuses et travailleurs continuent néanmoins de lutter pour obtenir des compensations pour perte d'emploi et pour faire rayer les noms des militants syndicaux des listes noires. Dernièrement, une autre action urgente a été envoyée afin d'appuyer les travailleurs et travailleuses affiliés au Syndicat des Travailleurs d'Habitations Commerciales, Bureaux et Entrepôts de Liquidation (STRACC) qui ont subi harcèlement, intimidation et licenciements injustifiés. Cette campagne de solidarité est toujours en cours.

Chine

En plus des deux journées de formation sur la Chine tenues en décembre et en mai, le Comité Asie a précisé les contours de la mission d'exploration prévue pour l'hiver 2009. L'objectif a été formulé comme suit : s'enquérir de l'état des relations de travail et des conditions de travail en Chine, identifier les pistes de collaboration possibles, et, au retour, informer les membres des conclusions de cette mission exploratoire et s'entendre sur les suites qu'on veut lui donner. La mission devrait avoir une durée d'environ 18 jours. Différents organismes ont été identifiés et certains ont déjà été rencontrés pour nous aider dans la préparation de cette mission.

Burkina Faso

Le projet que caresse le CISO avec des partenaires syndicaux au Burkina Faso est en chantier. Il n'est pas facile à élaborer conjointement à distance. Les échanges de correspondance et les communications téléphoniques ne sont pas adaptés à la complexité du projet qui veut intégrer plusieurs acteurs, tant au Burkina Faso qu'au Québec.

Nous sommes en train d'étudier la possibilité de nous associer à une ONG qui pourrait nous permettre l'envoi d'un-e coopérant-e à court terme pour travailler sur place à cette élaboration.

Vie interne

Après une période de turbulence qui a présidé au démarrage de l'année, l'équipe du CISO se stabilise et s'enrichit constamment de l'apport de contractuels et de stagiaires.

Coordonnée par Francine Néméh, l'équipe est maintenant composée de Marie-Noëlle Roy, chargée de projets et coordonnatrice de la CQCAM, Martine Joyal, chargée de projets responsable de l'éducation et de la formation, Marie-Claire Mériau à l'administration et Denise Dufresne aux communications.

Enfin, le CISO s'est associé plusieurs collaborateurs et collaboratrices, pour réaliser des outils pédagogiques, effectuer des recherches ou élaborer des projets. La liste de ces précieux complices apparaît dans ce rapport.

Plusieurs organisations membres ou partenaires, ont contribué à la formation des employés et militants du CISO et de la CQCAM. Nous remercions : l'AQOCI, Au bas de l'échelle, la CSN, Aministie Internationale, le Service aux collectivités de l'UQAM, le Centre St-Pierre ainsi que Droits et Démocratie.

Liste des collaborateurs :

Philippe Bélanger : Production des fiches thématiques et de la recherche PAR

Sarah Charland Faucher : Coordination de l'organisation de la 2^{ème} édition du colloque PAR

Philippe de France : Aide bénévole pour notre réseau informatique

Annie Delisle : Mise en place d'une comptabilité par projet

Bernard Foucher : Appui à élaboration du projet CISO/ICKL

Jacques Gauthier : Formation en communication et réalisation du rapport de mission au Mexique

Ana Isabel Otero : Production d'une fiches thématiques PAR

Danielle Pinsonneault : Animation des rencontres sur les orientations stratégiques

Micheline Jalbert : Suivi financier du projet CISO-ICKL en Haïti

Lucie Mager : Recherche sur les organisations québécoises ayant des PAR

Mario Roy : Consultant en informatique

Communications

Le poste en communications au CISO est à temps partiel. La priorité pour cette année compte tenu de nos limites a été d'élargir la portée de l'information et d'améliorer la visibilité du CISO. Le site Internet a été constamment mis à jour et reçoit en moyenne une soixantaine de visites quotidiennement — une augmentation de vingt visites par jour.

Dans le but de rendre l'information plus dynamique, plus accessible et de réduire la consommation du papier, les bulletins Solidarité en bref et CQCAM ont été intégrés dans un seul et même bulletin diffusé électroniquement par courriel bimensuellement. Nos membres sont constamment informés de nos activités, formations, diners-causeries, stages, projets et publications.

Par ailleurs, en plus des bulletins et des affichettes de promotion des différentes activités, nous avons assumé à l'interne la conception, l'infographie et l'illustration de plusieurs documents notamment le Guide PAR dans ses trois versions, les Actes du Colloque de 2007 et la recherche sur les organisations québécoises ayant des PAR.

Financement

En plus de l'appui significatif que lui octroient ses membres, en termes de cotisations pour son fonctionnement et de contributions à divers projets spécifiques, le CISO doit, pour réaliser ses activités, faire appel à des bailleurs de fonds, à des fondations et à diverses contributions. Nous les remercions pour leur confiance et l'appui qu'ils nous ont donné cette année :

Le Ministère des Relations internationales du Québec pour notre travail d'éducation et notre projet en Haïti

L'Agence canadienne de développement international pour notre travail d'éducation et nos projets au Mexique et en Haïti

Le Fonds d'action québécois pour le développement durable pour notre travail d'éducation, en appuyant la Campagne sur les Politiques d'approvisionnement responsable (PAR) entreprise par la CQCAM

La Caisse d'économie solidaire Desjardins qui appuie également la campagne sur les PAR

Le Fonds de solidarité de la FTQ qui nous permettra le recrutement d'un étudiant pour deux mois en appui à notre travail de recherche et de formation sur les délocalisations

Orientations stratégiques



Le Conseil d'administration du CISO avait entrepris en janvier 2007 une série de consultations devant aboutir à la définition d'orientations stratégiques. Le travail s'est poursuivi durant l'année par d'autres consultations et la tenue de trois ateliers de travail à l'automne 2007. Un document portant sur les orientations du CISO pour les années 2008 à 2013 a été adopté lors d'une assemblée générale spéciale qui s'est tenue le 11 décembre 2007. L'excellent niveau de participation aux rencontres est très encourageant. Il nous permet de croire que le résultat de cette réflexion est un reflet assez fidèle des attentes des membres du CISO. Nous remercions toutes les participantes et tous les participants pour leur assiduité et la qualité de leur présence. Nous remercions chaleureusement Danielle Pinsonneault, animatrice des trois ateliers de l'automne, pour sa précieuse contribution à cette réflexion collective.

Instances et vie associative

Le Conseil d'administration s'est réuni à cinq reprises et a tenu deux consultations électroniques.

Le Comité exécutif s'est réuni à dix reprises durant l'année

Trois journées ou demi-journées en septembre 2007, janvier et mai 2008, ont été consacrées aux réunions des Comités Haïti, Mexique, Asie et Afrique.

Le Comité de formation s'est réuni 6 fois.

Participation du CISO dans divers réseaux

Ceux dont nous sommes membres :

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) : Participation aux assemblées, à diverses consultations et rencontres, à la campagne de signatures de la déclaration de Québec et à l'organisation des JQSI.

Comité québécois Femmes et développement (CQFD) : Participation aux réunions régulières

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) : Relais des informations et appuis ponctuels

Concertation pour Haïti (CPH) : Participation aux rencontres régulières et à l'organisation des journées d'étude de la CPH

Ligue des droits et libertés : Relais de certaines campagnes et appels à la mobilisation

La Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits : Participation aux rencontres du Conseil d'administration

Collectif Échec à la guerre : Relais des informations sur les différentes mobilisations

Ceux que nous avons appuyés :

Coalition pour la justice et la paix en Palestine

Appui à la campagne de signatures pour la publication d'une annonce relative aux commémorations du 60^{ème} anniversaire de la Naqba (mot arabe qui signifie catastrophe)

Appui à la vigile du 23 janvier 2008 pour faire cesser le blocus israélien de la Bande de Gaza

Manifestation du 10 mai 2008 pour commémorer la Naqba

Alternatives

Participation à une conférence de presse conjointe pour que cessent les bombardements sur Gaza et pour la reconstruction d'une clinique médicale. (7 mars 2008)

Forum social québécois du mois d'août 2007

Organisation de deux ateliers

Participation à l'Assemblée des mouvements sociaux

RÉSULTATS

	2008	2007
REVENUS		
Cotisation des membres	98 868 \$	98 765 \$
Subventions	25 000 \$	38 482 \$
Autres projets	350 975 \$	214 667 \$
Divers	10 636 \$	8 198 \$
Revenus d'administration	-	16 600 \$
Total des revenus	485 479 \$	376 712 \$

DÉPENSES ACTIVITÉS

Autres projets	293 903 \$	153 391 \$
Sessions de formation	838 \$	2 008 \$
Matériel pédagogique	2 08 \$	1 235 \$
Affichage et publicité	872 \$	2 255 \$
Abonnements et documentation	526 \$	298 \$
Personnes ressources	2 846 \$	1 760 \$
	299 193 \$	160 947 \$

DÉPENSES FONCTIONNEMENT

Salaires et avantages sociaux	109 977 \$	171 460 \$
Formation	720 \$	—
Loyer	13 140 \$	15 000 \$
Téléphone et internet	3 426 \$	4 370 \$
Fournitures	6 498 \$	—
Dépenses de bureau	5 489 \$	5 148 \$
Frais de déplacement et réunions	5 356 \$	3 674 \$
Frais financiers	1 840 \$	1 294 \$
Affiliations	1 550 \$	700 \$
Consultants	7 241 \$	—
Honoraires professionnels	2 283 \$	2 016 \$
Location d'équipement	298 \$	881 \$
Dépenses diverses	217 \$	21 \$
Amortissement du mobilier	29 \$	36 \$
	158 064 \$	204 600 \$
Total des dépenses	457 257 \$	365 547 \$

EXCÉDENT (INSUFFISANCE)

DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	28 222 \$	11 165 \$
------------------------------	------------------	------------------

BILAN

	2008	2007
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	85 999 \$	114 194 \$
Débiteurs	56 138 \$	5 766 \$
Frais payés d'avance	2 263 \$	2 331 \$
	144 400 \$	122 291 \$

IMMOBILISATION

	115 \$	144 \$
	144 515 \$	122 435 \$

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Créditeurs	5 679 \$	2 636 \$
Revenus reportés	31 258 \$	64 513 \$
Revenus perçus d'avance	40 284 \$	16 214 \$
	77 221 \$	83 363 \$

ACTIFS NETS

Actifs investis en immobilisations	115 \$	144 \$
Affectation d'origine interne	41 000 \$	28 000 \$
Non affectés	26 179 \$	10 928 \$
	67 294 \$	39 072 \$

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION

DES ACTIFS NETS

ACTIFS NON AFFECTÉS

Solde au début	10 928 \$	7 727 \$
Excédent des revenus sur les dépenses	28 222 \$	11 165 \$
Transfert aux actifs nets	(13 000 \$)	(8 000 \$)
Insuffisance reliée aux actifs investis en immobilisations	29 \$	36 \$
Solde à la fin	26 179 \$	10 928 \$

ACTIFS NETS GREVÉS D'UNE

AFFECTATION INTERNE

Solde au début	28 000 \$	20 000 \$
Transfert des actifs nets non affectés	13 000 \$	8 000 \$
Solde à la fin	41 000 \$	28 000 \$

List des membres du CISO

GROUPE A

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)

GROUPE B (60 membres)

Alliance des professeurs et des professeurs de Montréal
Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux
Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec
Centrale des professionnelles et professionnels de la santé
Conseil Central du Montréal métropolitain (CSN)
Conseil Central des Syndicats Nationaux de l'Estrie
Conseil régional FTQ Montréal-Métropolitain
Conseil régional FTQ Chibougamau-Chapais
Conseil régional FTQ Saguenay-Lac-St-Jean
Fédération autonome du Collégial
Fédération des enseignantes et enseignants de Cégep.
Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec
Fédération des professionnelles et professionnels salariés et des cadres du Québec (CSN)
Fédération des syndicats de l'enseignement
Fédération du personnel de soutien scolaire
Fédération du personnel du Loisir, de la Culture et du Communautaire
Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (CSN)
Syndicat de l'enseignement de Champlain
Syndicat de l'enseignement de l'Amiante
Syndicat de l'enseignement de Laval
Syndicat de l'enseignement de l'Estrie
Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal
Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais
Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamisque

Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île
Syndicat de l'enseignement de la région de Drummondville
Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis
Syndicat de l'enseignement de la région de Québec
Syndicat de l'enseignement de la région des Moulins
Syndicat de l'enseignement de la région du Fer
Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie-des-Mille-Îles
Syndicat de l'enseignement des Deux Rives
Syndicat de l'enseignement des Vieilles Forges
Syndicat de l'enseignement du Bas-Richelieu
Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage
Syndicat de l'enseignement du Lanaudière
Syndicat de l'enseignement de Val Maska
Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec
Syndicat des conseillères et conseillers de la CSQ
Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, section locale 574
Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, section locale 434
Syndicat des employées et employés de Développement et Paix
Syndicat des employées et employés de syndicats et des organismes collectifs du Québec
Syndicat des enseignants du Cégep Champlain de Lennoxville
Syndicat des enseignants et enseignantes du Collège de Drummondville
Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep Bois-de-Boulogne
Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep de Matane
Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep de Victoriaville
Syndicat des infirmières et infirmiers de l'hôpital Notre-Dame
Syndicat des infirmières et infirmiers de Valleyfield

Syndicat des infirmières du Nord-Est québécois
Syndicat des Métallos (FTQ)
Syndicat des professeurs du Cégep de Ste-Foy
Syndicat des professeurs du Collège Édouard-Montpetit
Syndicat des professeurs du Collège Gérald-Godin
Syndicat des professionnelles et professionnels des Affaires sociales du Québec
Syndicat des professionnels et spécialistes d'Hydro-Québec (FTQ)
Syndicat des travailleuses et travailleuses des postes - Région de Québec
Syndicat du personnel de l'enseignement des Hautes-Rivières
Syndicat du personnel enseignant du Cégep Ahuntsic
Syndicat du personnel enseignant du Collège de Sherbrooke

GROUPE C

Carrefour Jeunesse-Emploi de l'Outaouais
Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun
Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

GROUPE D

75 membres individuels



Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
565, boul. Crémazie Est, bureau 3500, Montréal (Québec) H2M 2V6
Téléphone : 514 383-2266 Télécopieur : 514 383-1143
Courriel : ciso@ciso.qc.ca Site Web : www.ciso.qc.ca